



CSAL Emplois du 29/04/2025

Madame la Présidente,

L'affaiblissement continu de la DGFIP se poursuit avec 550 nouvelles suppressions d'emplois en net au niveau national pour 2025.

L'année blanche, promise pour cette année, s'est finalement transformée en une nouvelle année noire ! Comme on le sait malheureusement trop à la DGFIP, les promesses n'engagent que ceux qui y croient... Au niveau local, nous devons à nouveau déplorer la suppression de 7 emplois... Et c'est inadmissible !!!

Il est par ailleurs à noter que cette année, ce point est inscrit à l'ordre du jour pour simple information. Pour la DGFIP, les suppressions d'emplois deviennent donc un simple point « annexe ». Cela démontre bien, s'il en est besoin, le niveau du dialogue social actuel à la DGFIP !

Par le boycott commun de la première convocation de ce CSAL, l'intersyndicale 08 vous a signifié les rejets de cette réduction à marche forcée des moyens de notre service public.

Aujourd'hui, nous nous présentons à la seconde convocation du CSAL emplois accompagnés par des agents du département qui tiennent à manifester leur ras-le-bol face au mépris affiché pour les fonctionnaires en général et pour les agents de la DGFIP en particulier.

Mépris qui se manifeste à tous les niveaux : reconnaissance, salaires, conditions de travail, discours politiques et organisation du service public. Et ce, alors que la DGFIP reste une administration essentielle au bon fonctionnement de l'Etat et à l'intérêt général. Les beaux discours de façade de la Ministre chargée des Comptes Publics qui appelle « à lutter contre la délinquance fiscale » et qui dans le même temps valide 550 suppressions d'emplois ! de la Com', toujours de la Com' !

Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions à des moyens toujours plus faibles, inlassablement rognés au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et demain, peut-être, au nom de l'effort de guerre ?

Nous ne l'avons que trop répété, mais visiblement, il faut le répéter encore et encore : le Service Public n'est pas un coût et les fonctionnaires ne sont pas un poids ! Ils représentent, au contraire, une richesse pour tous les citoyens, pour l'Etat et pour la République.

Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre.